

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 20 novembre 2023

Régional

La banque *Ecobank* simplifie l'accès à l'emprunt dans 27 pays africains

Les TPE-PME du Kenya, d'Ouganda, de Tanzanie, du Rwanda et de 23 autres pays africains pourront bientôt accéder à des prêts non garantis et aux taux d'intérêt favorables de la part d'*Ecobank*. La banque vient de renouveler pour la 3^{ème} fois son accord de partage des risques avec le Fonds africain de garantie (AGF) pour un montant de 200 MUSD tout en l'élargissant à 27 pays africains contre 14 auparavant. Fondée en 1985 au Togo, *Ecobank* est présente dans 35 pays d'Afrique et possède plus de 32 millions de clients. Elle prévoit que les prêts dans le cadre de ce programme puissent s'élever à 1 Md USD dans les cinq prochaines années. Dans le cadre de l'accord signé avec AGF, ce dernier couvrira jusqu'à 75% des garanties pour les prêts accordés aux entreprises dirigées par des femmes et aux entreprises vertes.

Comores

Activité bancaire : hausse des prêts et des dépôts

Le bilan des établissements de crédit des Comores affiche un total de 202,5 Mds KMF à fin juin 2023, soit une hausse de 7,4 % par rapport à fin juin 2022. Au niveau des actifs, cette progression est principalement due au dynamisme des crédits dont le niveau a atteint 109,4 Mds KMF à la mi-2023, contre 128,5 Mds KMF un an plus tôt. Les crédits aux entreprises publiques ont été de 17,7 Mds KMF en juin 2023, soit un bond de 77,9 % en un an. Quant aux crédits à destination des particuliers, ils ont cru de 22,2 %, atteignant ainsi 78,1 Mds KMF en juin dernier. A l'inverse, les créances à destination des entreprises privées se sont contractées de -13,2 %, baissant ainsi à 25,7 Mds KMF. L'encours des créances douteuses a été de 20,8 Mds KMF en juin 2023, soit à un niveau quasiment stable en glissement annuel. Au niveau du passif, on note une hausse des dépôts des clients, s'établissant à 162,9 Mds KMF à la fin juin 2023 (+5,4 % en un an).

Erythrée

Découverte de dépôts d'or significatifs dans le gisement d'Aburna

Dans le cadre du projet Kerkasha, *Alpha Exploration Ltd* déclare la découverte de dépôts d'or significatifs dans le gisement aurifère d'Aburna. La société constituée aux îles Vierges britanniques a identifié six cibles prioritaires à Aburna se trouvant au sein des 771 km² qu'elle explore dans le cadre du projet Kerkasha. Le forage de cette zone de 14 km² a recoupé un intervalle de neuf mètres de 10 grammes par tonne d'or. La société a exprimé son intention de se concentrer sur les zones les plus prometteuses sachant que le projet s'étale sur une grande superficie. Les résultats de cette campagne ont donc établis la zone nord-est d'Aburna comme étant une des zones possédant les ressources les plus exploitables. *Alpha Exploration* prévoit des campagnes de forage agressives à la fin de cette année sous réserve de trouver des financements leur permettant de mener l'exploration.

Ethiopie

Un projet de loi visant à faciliter les prêts aux agriculteurs

Un projet de loi révisé sur l'administration des terres rurales facilitant l'accès aux prêts pour les agriculteurs en mettant leurs droits fonciers en garantie vient d'être adopté par le parlement. Le ministère de l'Agriculture estime que ce projet de loi aura un effet positif sur l'obtention de crédit par les agriculteurs qui rencontraient auparavant des défis pour l'accès aux financements. Le ministère s'attend à ce que cette réforme engendre une augmentation de la productivité agricole. Ce point de vue est renforcé par le succès d'un projet pilote qui a été mené dans les régions Amhara, Oromia ainsi que les régions du Sud les trois dernières années. A travers ce projet, la *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE) et la *Cooperative Bank of Oromia* (COOP) ont donné accès à 50 000 agriculteurs des prêts cumulés d'environ 3 Mds ETB. Bien que le ministère ait mis en place un système d'enregistrement des terres rurales (*National Rural Land Administration and Information System*), 50 % des agriculteurs n'ont toujours pas de certificat de détention foncière.

Ethiopian Airlines : le trafic de fret représente 1/3 des revenus du groupe pour 2022/2023

Le trafic de fret d'*Ethiopian Airlines* (EAG) était de 740 000 t de sur l'année fiscale précédente (2022/2023), ce qui représente un revenu de 2 Mds USD (1/3 du revenu total) pour la compagnie sur le seul segment fret. Cette performance est en légère baisse par rapport à l'année fiscale 2021/2022 (768 000 t) mais reste cohérente avec la stratégie de développement de l'activité fret du groupe mise en œuvre depuis la pandémie de Covid-19 pour sécuriser ses approvisionnements et renforcer son statut de hub aéroportuaire régional. 16 aéronefs composeraient actuellement la flotte cargo d'*Ethiopian Airlines* qui dessert 67 destinations. L'aéroport international de Bolé, propriété de la filiale d'EAG *Ethiopian Airports*, dispose de deux terminaux cargo auxquels devrait se greffer une plateforme d'e-commerce.

Raxio Group inaugure son premier data center Tier 3

Le groupe Raxio a inauguré le 21 novembre, dans le parc industriel *ICT Park* d'Addis Abeba, le premier centre de données neutre de type *Tier 3* d'Ethiopie. Le niveau de qualité *Tier 3* (4 étant le plus élevé) d'un centre de données indique le recours à plusieurs voies d'alimentation électrique, une disponibilité de 99,98 % ainsi qu'une bonne tolérance aux pannes. L'investissement, de près de 20 MEUR, est la seconde infrastructure de centre de données de Raxio en Ethiopie, d'une capacité initiale de 1,5 MW (3 MW à terme). L'investissement a été réalisé par Meridiam, fonds d'investissement français et Raxio Group, dont le fondateur et investisseur principal

est l'américain Roha Group. Les investissements de Meridiam via Raxio visent la mise en œuvre de plusieurs centres de données dans sept pays africains, dont l'Éthiopie. Outre ses standards élevés de sécurité, ce centre de données serait également parmi les plus efficaces énergétiquement du continent. Cette infrastructure bénéficiera aux acteurs privés, banques et opérateurs télécoms, leur permettant de stocker leurs données de manière plus sécurisée et moins coûteuse.

Kenya

Le président William Ruto s'est rendu en Allemagne

Du 20 au 21 novembre, le président William Ruto s'est rendu en Allemagne à l'occasion de l'évènement *Compact with Africa (CwA)* qui se tenait à Berlin cette semaine. Initiative lancée par l'Allemagne en 2017, l'évènement vise à améliorer les conditions-cadres économiques dans les pays africains pour les rendre plus attractifs aux investissements privés étrangers. A cette occasion, le président William Ruto a aussi pu rencontrer le président Emmanuel Macron lors d'une bilatérale organisée entre les deux chefs d'Etat. A la suite de cet échange, le président kényan a publié sur son compte X (ex-twitter) un tweet rappelant la proximité croissante des deux Etats et les avancées notables de ces dernières années, tant d'un point de vue sécuritaire qu'économique.

Le Kenya pourrait perdre jusqu'à 7,25 % de son PIB d'ici 2050 du fait du changement climatique

Selon le « *Country climate and development report* » publié par la Banque mondiale, le Kenya pourrait perdre jusqu'à 7,25 % de son PIB d'ici 2050 s'il ne prend pas les mesures nécessaires face à la transition écologique. A l'instar d'autres Etats de la Corne de l'Afrique, le Kenya souffre depuis quelques années des effets du réchauffement climatique. En effet, le pays est frappé par une vague de sécheresse prolongée (caractérisée par cinq saisons des pluies en-dessous des prévisions) à laquelle succèdent actuellement d'importantes inondations dans tout le pays. La Banque mondiale considère le Kenya comme un acteur clé dans l'émergence de solutions climatiques sur le continent car il produit déjà 90 % de son électricité à partir de sources renouvelables (géothermie, hydroélectricité etc.). Néanmoins, elle recommande aux autorités d'augmenter les investissements dans la gestion des ressources en eau, l'agriculture, les transports et la numérisation de l'économie. En développant une trajectoire de croissance à faible intensité d'émissions de carbone, le Kenya pourrait ainsi saisir les opportunités créées par la tendance mondiale à la décarbonation (emplois verts, investissements verts etc.).

La Banque mondiale prévoit de prêter jusqu'à 12 Mds USD au Kenya sur les trois prochaines années

Dans une déclaration faite le 20 novembre, la Banque mondiale (BM) a annoncé qu'elle prévoit de prêter jusqu'à 12 Mds USD au Kenya sur trois ans, à partir de juillet 2024. Au cours des trois prochaines années fiscales, l'IDA (Association internationale de développement) et la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) devraient fournir environ 4,5 Mds USD. Sur ce montant, 3 Mds USD seront apportés par l'IDA et 1,5 Mds USD par la BIRD. Il est à préciser que le montant final de 12 Mds USD restera soumis à l'approbation du comité directeur de la BM dans les mois à venir. Cette déclaration fait écho à l'accord conclu la semaine dernière entre le Fonds Monétaire International (FMI) et le Kenya, qui déblocquera un accès immédiat à une nouvelle tranche de financement

de 682 MUSD à l'approbation du Conseil d'Administration en janvier 2024, et augmentera son programme de prêt actuel de 938 MUSD. Ces accords des bailleurs interviennent dans un contexte de hausse des besoins de financement (3 Mds USD), principalement imputable à l'échéance de remboursement de l'euro-obligation de 2 Mds USD en juin 2024 et exacerbée par la dépréciation significative du KES (-28,9% par rapport à l'USD depuis janvier 2023).

Madagascar

Création du Conseil national pour l'industrialisation du Madagascar (CNIM)

Lors de l'assemblée inaugurale organisée à l'*EDBM (Economic Development Board of Madagascar)* le 20 novembre dernier l'Etat et le secteur privé ont créé le Conseil National pour l'Industrialisation de Madagascar (CNIM). Le CNIM est issu du Pacte de Programmation Industrielle signé entre les secteurs public et privé le 31 juillet 2023. Composé de membres nommés par chaque signataire du Pacte (le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation et le ministère de l'Energie et des Hydrocarbure, ainsi que 9 groupes professionnels), le conseil du CNIM a élu Christian Rasoamanana Président et Hassim Amiraly vice-Président. L'objectif des partenaires est de porter la part du secteur secondaire à 30% en 2040 (contre 15% actuellement). Les 5 secteurs prioritaires identifiés sont l'agri-business, le textile, les huiles essentielles, la transformation minière et l'énergie.

Publication par le ministère de l'Industrialisation de la liste des 34 exportateurs de girofle agréés dans la catégorie « industriels »

Dans une note parue le 15 novembre, le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation (MICC) a publié la liste des 34 exportateurs agréés de girofle pour les campagnes 2023-2024 et 2024-2025, pour la catégorie « industriels ». La publication de cette liste est effectuée sous réserve de la vérification de la situation administrative et fiscale des entreprises concernées, ainsi que le rapatriement effectif des devises générées par leurs exportations. Selon le rapport annuel 2022 de la Banque centrale, la valeur des exportations malgaches de girofle a connu une très forte hausse en 2022, passant de 114,3 MUSD à 275,3 MUSD, soit une augmentation de 141% par rapport à 2021. Cette hausse s'explique par un doublement du volume exporté, qui est passé de 21,2 à 46,7 milliers de tonnes de girofle.

Maurice

Nominations clés pour la *Competition Commission of Mauritius* au sein d'instances régionales et internationales

La *Competition Commission of Mauritius (CCM)*, l'autorité de la concurrence mauricienne, a obtenu des postes de direction au sein de deux réseaux importants dédiés à la politique de la concurrence. En effet, elle a été élue à la présidence du comité directeur de l'*African Competition Forum (ACF)*, qui promeut l'adoption de lois et de bonnes pratiques relatives à la concurrence en Afrique. La CCM coprésidera également le groupe de travail sur les fusions de l'*International Competition Network (ICN)*, un réseau mondial de 141 autorités de la concurrence issues de 129 juridictions. Ces nominations témoignent de la reconnaissance du bilan positif de la CCM et de sa participation active aux initiatives régionales et internationales relevant de ses compétences. Elles lui permettront de contribuer à

orienter les travaux de l'ACF et de l'ICN. Selon Deshmuk Kowlessur, directeur de la CCM, « ces nominations attestent de la valeur apportée par nos réalisations à travers notre bilan d'application des lois et de plaider au niveau national ainsi qu'à travers nos engagements dans les efforts relatifs à la concurrence sur le continent et dans la communauté internationale ».

Ouganda

Le Parlement s'oppose à la décision présidentielle pour une suppression de l'autorité routière (UNRA)

Dans le cadre du programme de Rationalisation de l'Administration de 2017, le ministre des Services Publics Wilson Muruli Mukasa a présenté au Parlement le projet de loi « omnibus » visant à supprimer 33 agences publiques dont l'*Uganda National Road Authority (UNRA)*, agence publique en charge de la gestion du réseau routier national, et l'*Uganda Road Fund (URF)*, fonds routier en charge du financement de l'entretien des routes. Bien que la performance opérationnelle de ces agences soit critiquée au plus niveau de l'Etat, les législateurs se sont opposés, mardi 21 novembre, à ce projet de loi justifiant leur vote par l'absence de débat parlementaire et de conformité constitutionnelle. Le ministre des Finances, M. Matia Kasaija, et le ministre du Service Public doivent présenter un plan de réorganisation d'ici décembre.

Rwanda

Début de la phase pilote d'agrandissement du parc national des Volcans en 2024

Lors d'une audience face aux parlementaires rwandais, le directeur exécutif du *Rwanda Development Board (RDB)* Francis Gatere a annoncé le lancement pour 2024 de la phase pilote du projet d'agrandissement du parc des Volcans (nord du pays). Ce parc, qui abrite les gorilles des montagnes devrait voir sa superficie augmenter de 3 740 hectares soit environ 23%. Le coût du projet se situe aux alentours des 255 MUSD et vise à assurer un meilleur habitat aux gorilles ainsi que de repenser la présence humaine dans cette région. Parmi les principaux postes de dépense figurent les coûts d'expropriation qui devraient concerner 500 ménages dans la phase pilote (3 400 au total). Les gorilles incarnent la stratégie de tourisme haut-de-gamme prise par le gouvernement rwandais ces dernières années et a généré 113 MUSD soit un quart des 445 MUSD de revenus touristiques du pays en 2022.

Seychelles

Prêt de 33 MUSD de la BAD au titre du Programme d'appui à la gouvernance et aux réformes économiques

Le 17 novembre 2023, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de 33 MUSD en faveur du gouvernement seychellois au titre du Programme d'appui à la gouvernance et aux réformes économiques (*GERSP-III*), qui vise à soutenir une croissance verte inclusive et à renforcer la résilience économique climatique ainsi que la durabilité environnementale. Le GERSP-III s'articulera autour de plusieurs activités, notamment l'amélioration de la collecte des recettes fiscales et de la gouvernance des entreprises publiques, la consolidation du cadre de financement de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du

terrorisme, le soutien vers une hausse de la production d'énergies renouvelables et l'amélioration de la gestion des déchets, ainsi que la mise à niveau du système automatisé de gestion des données douanières (courrier express, manifeste électronique, modules sur les droits d'accises). L'archipel avait déjà bénéficié d'un financement total de 45 MUSD au titre du GERSP-I et II.

Soudan

Les installations pétrolières menacées par la guerre

La situation dans les champs pétroliers de l'état du Kordofan de l'Ouest n'est pas claire après que les RSF aient annoncé fin octobre la prise de contrôle de zones stratégiques dans l'état, dont le bloc 6 (22 000 barils/jour) exploité par le chinois PETROENERGY. Peu de temps après, le 7 novembre, un énorme incendie a eu lieu dans la raffinerie d'Aljaili (70 km au nord de Khartoum), principale raffinerie du Soudan, détruisant les installations de la société de distribution de produits pétroliers, NILE PETROLEUM. La raffinerie d'Aljaili, sous contrôle des RSF depuis le début du conflit en avril, dont la production s'élevait à 52 000 barils/jour avant la guerre, assuraient 40 % des besoins du pays en diesel ainsi que 60 % et 50 % de celles en essence et en GPL respectivement.

Endommagement du barrage historique de Jebel Aulia

Après la destruction d'un pont stratégique reliant les deux villes d'Omdurman et Khartoum Nord, le 11 novembre, l'armée et les RSF se renvoient les accusations sur le bombardement, le 18 novembre, de l'écluse du barrage de Jebel Aulia (40 km au sud de Khartoum). Construit en 1937, le barrage de Jebel Aulia a une capacité de stockage de plus de 3 Mds m³ et dispose d'une centrale hydraulique produisant 20 MW d'électricité. Une centaine de villages situés au nord du barrage seraient éventuellement menacés en cas d'un endommagement important de celui-ci.

Tanzanie

Lancement des enchères de thé à Dar es Salaam

La Tanzanie a organisé sa toute première vente aux enchères de thé à Dar es Salaam le 18 novembre 2023, aboutissement d'un projet initié il y a cinq ans et qui devrait augmenter les revenus des agriculteurs du pays. La Tanzanie, producteur de thé de taille moyenne en Afrique de l'Est, compte sur la baisse des coûts logistiques de la part des principaux producteurs de thé de haute qualité de la région pour échanger environ 65 000 tonnes de thé par semaine. L'introduction de ces ventes aux enchères du thé en Tanzanie réduirait d'environ 50% les coûts de transport précédemment engagés pour le transport des produits vers Mombasa pour les ventes aux enchères, apportant ainsi un soulagement aux agriculteurs. La place de Mombasa pourrait perdre autour de 25 % de ses volumes de thé, au profit des ports de Tanga pour les productions localisées dans le nord du pays et de Dar es Salam. La stratégie décennale du pays pour l'industrie du thé (2021/22-2029/30) vise à améliorer la quantité et la qualité des produits, ainsi qu'à superviser le développement de la recherche.

Mission de 13 entreprises françaises pour découvrir et discuter des opportunités commerciales

Du 20 au 22 novembre 2023, Bpifrance et Business France ont accompagné 13 PME à la découverte du marché tanzanien. Au cours de ce séjour à Dar es Salam, les entreprises ont bénéficié d'un programme composé de rendez-vous d'affaires individuels et personnalisés avec des entreprises tanzaniennes, des rencontres avec

des acteurs locaux clés – publics et privés – (*Tanzania Investment Center – Tanzania Private Sector Foundation, Zanzibar Investment Promotion Authority*) et des sessions de réseautage collectives. Les entreprises ont reçu l'appui du Service Economique et ont pu rencontrer l'ensemble des acteurs de la Team France, Ambassade, CCEF, Chambre de Commerce Franco-Tanzanienne, AFD... La mission de cette délégation d'entreprises, très diversifiée couvrant des secteurs tels que la construction, l'eau, la santé, l'aéronautique ou encore les services, marque une nouvelle étape dans les relations commerciales franco-tanzaniennes, illustrant la volonté de construire de nouveaux partenariats dans ces nombreux champs d'activité, en réponse aux perspectives offertes par le marché tanzanien.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr